



Extract of Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-gauche-et-le-capitalisme>

Réflexions

# La "gauche" et le capitalisme aujourd'hui en France

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1160 - janvier 2015 -

Publication date: samedi 11 avril 2015

Creation date: janvier 2015

## **Description:**

### **1. Le poids de l'histoire**

Guy Evrard s'interroge sur ce que recouvre l'étiquette "de gauche" aujourd'hui en France.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Après l'article de Benjamin publié dans GR1142, intitulé De gauche ou socialiste ?, Guy Evrard tente ici d'éclairer le sujet, en particulier par rapport à la question centrale de la remise en cause du capitalisme :**

La politique économique et sociale conduite par François Hollande, élu président de la République en 2012 grâce au vote majoritaire d'un "peuple de gauche", alimente un légitime questionnement sur ce que recouvre l'étiquette "de gauche" aujourd'hui en France. Tant cette politique, allant de reniement en reniement des promesses de la campagne électorale, sous la pression conjuguée du patronat, de la finance internationale et de l'Union européenne, s'apparente à une politique ouvertement de droite, au prétexte d'équilibres budgétaires discutables.

La défiance largement partagée par les Français envers la représentation politique peut conduire au repli sur soi, à ne plus voter, et pour ceux que la vie sociale continue néanmoins de mobiliser, à limiter leur engagement dans le seul cadre associatif ou lors de mouvements populaires spontanés. Quoi qu'il en soit, de plus en plus de nos concitoyens tendent à s'écarter des structures institutionnelles de la démocratie représentative, considérant qu'il n'est tenu aucun compte de leurs attentes dans la conduite des affaires du pays par une "élite" professionnelle de la politique. Le pouvoir se trouve ainsi phagocyté au profit d'une classe dominante, largement minoritaire en nombre mais qui détient l'essentiel des richesses et impose sa vision égoïste du monde. Un air d'ancien régime. L'éloignement progressif et organisé des centres de décision ne peut évidemment que renforcer cette perception lucide de la situation : « En France, le mécanisme de confiscation démocratique par l'Union européenne s'est parfaitement emboîté avec la monarchie présidentielle qui déjà expulsait largement le peuple de la décision commune » constate Jean-Luc Mélenchon [1]. Le dangereux amalgame du « tous pourris ! » guette alors les plus versatiles politiquement, qui ne voient guère de différence lors de l'alternance au pouvoir des partis dits « de gouvernement », ces derniers les renvoyant invariablement à TINA = There is no alternative, slogan attribué à Margaret Thatcher signifiant « Il n'y a pas d'autre choix ».

Cela ne veut pas dire pour autant que toute citoyenneté soit éteinte. Au-delà de la diversité des opinions, et sans doute des détournements de la pensée logique (de la raison) sous la pression permanente des médias dominants, il subsiste, en germe chez beaucoup d'entre nous, l'idée d'une république sociale que des grands moments de l'histoire de notre peuple ont semée au fil des générations et qui ne demande qu'à grandir à nouveau. C'est peut-être cette idée-là qui constitue le plus petit (ou le plus grand) dénominateur commun du "peuple de gauche". Mais il faut s'en convaincre !

## **Quelles valeurs et symboles de gauche aujourd'hui pour les citoyens ?**

La question taraude les acteurs politiques de gauche, du moins ceux qui n'entendent pas laisser détourner le qualificatif "de gauche" de la perception populaire acquise au cours des luttes politiques et sociales du 20ème siècle, mais dont l'histoire débute en 1789, comme nous le verrons plus loin.

" Un sondage IFOP commandé par le quotidien l'Humanité [2] et publié en septembre 2014, à l'occasion de la fête du journal, tente de répondre. Lorsque la question « Qu'est-ce qu'être de gauche ? » est posée à des personnes qui se disent de gauche, sans suggestion de réponses, les termes égalité, solidarité, partage... reviennent souvent. Les réponses commencent aussi fréquemment par « plus de... [social, justice, droits...] », comme l'illustre le nuage ci-dessous. Les termes capitalisme, socialisme, humanisme, peuple..., marqueurs d'une approche politique plus



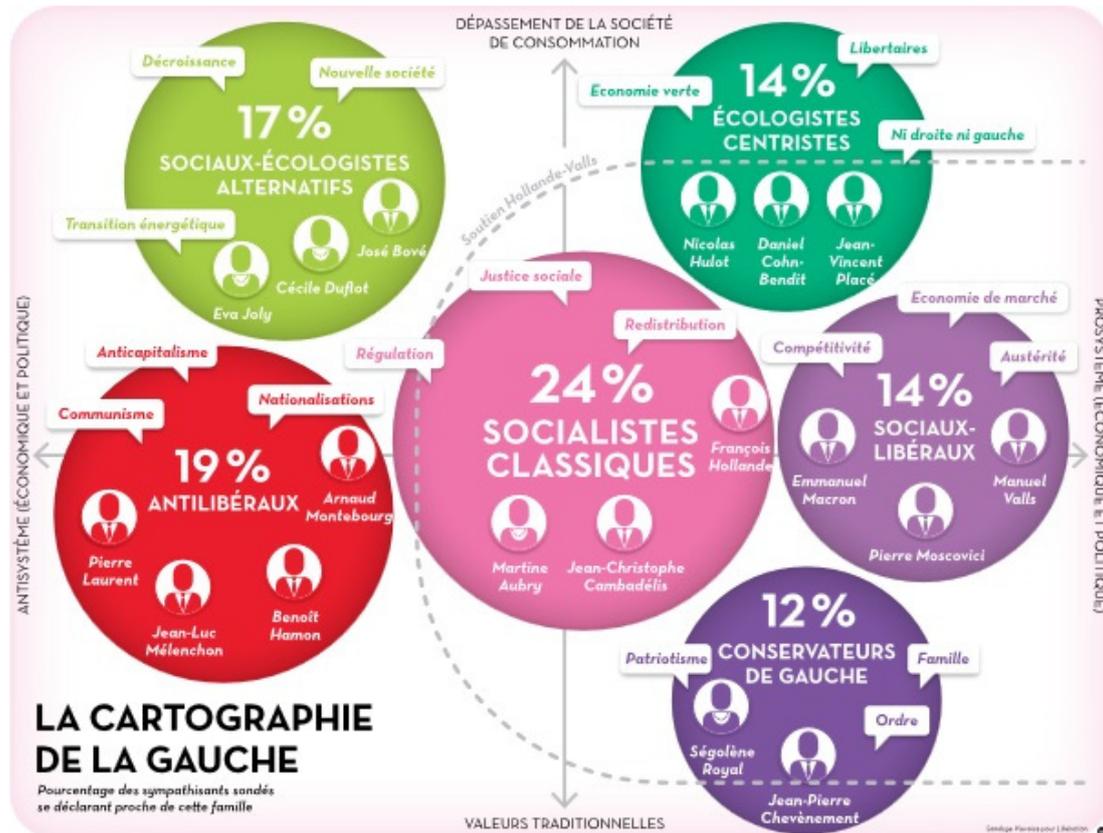
5. Le mérite	33
6. Le travail	32

On peut retenir encore, parmi les données du sondage, qu'une meilleure répartition des richesses est évidemment largement revendiquée à gauche, où l'on se plaint que les valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité) ne sont pas « bien appliquées » en France. Les mouvements sociaux restent aussi plus populaires à gauche, sans majorité (48%), que dans l'ensemble de la population (34%).

L'Humanité conclut légitimement que le discours convenu selon lequel l'alternance au pouvoir entre l'UMP et le PS aurait fini de gommer les différences gauche-droite, nous amenant à "La fin de l'histoire" [3], tient davantage de la pression idéologique médiatique que d'une résignation avérée des citoyens de gauche. Le sondeur commente d'ailleurs : « Il existe un univers de références, de valeurs spécifiques à la gauche ». Une gauche qui reste majoritairement convaincue qu'une autre politique est possible. Cependant, la référence explicite au capitalisme ne semble pouvoir motiver les réponses que d'une minorité des personnes de gauche interrogées, celles qui aspirent certainement à un réel changement de système économique et social. Au-delà d'un socle commun, le "peuple de gauche" n'est pas une entité homogène.

" Le quotidien Libération [4], s'appuyant sur un autre sondage réalisé par Viavoice en octobre 2014 parmi les sympathisants de gauche, scrute justement les distinctions au sein de la gauche, dans un article intitulé Le peuple de gauche, une famille décomposée. L'analyse reprend la grille de lecture « du suivi idéologique, politique et social des gauches en France » pratiquée par les deux partenaires depuis quinze ans, la précédente édition datant de 2011, donc un an avant l'élection présidentielle. On ne peut entrer, ici encore, dans les détails de l'enquête et de l'analyse (se reporter aux liens en référence). Dans un premier sous-chapitre 2014 : le réveil de la guerre des gauches, l'institut de sondage résume : « en 2011 (...) était apparue une convergence des familles de la gauche autour de valeurs communes fortes [qui] avaient autorisé la victoire présidentielle de 2012. Aujourd'hui, c'est une nette fragmentation qui apparaît autour de six familles de gauche ». Face au refus du chef de l'État de renoncer à sa politique économique et sociale d'inspiration ouvertement libérale, caractérisée par une austérité croissante, au prétexte de réduire le chômage, sans le moindre résultat, sinon d'augmenter la précarité et la misère.

L'examen de la cartographie ci-après montre que l'anticapitalisme déclaré rassemblerait 19% des personnes interrogées (les antilibéraux) et une analyse critique du capitalisme peut-être jusqu'à 36% (en ajoutant les sociaux-écologistes alternatifs). Ces données sont cohérentes avec les 27% de personnes de gauche qui jugent le capitalisme "très négatif" dans le sondage précédent (voir tableau).



Viavoice - Libération [4]

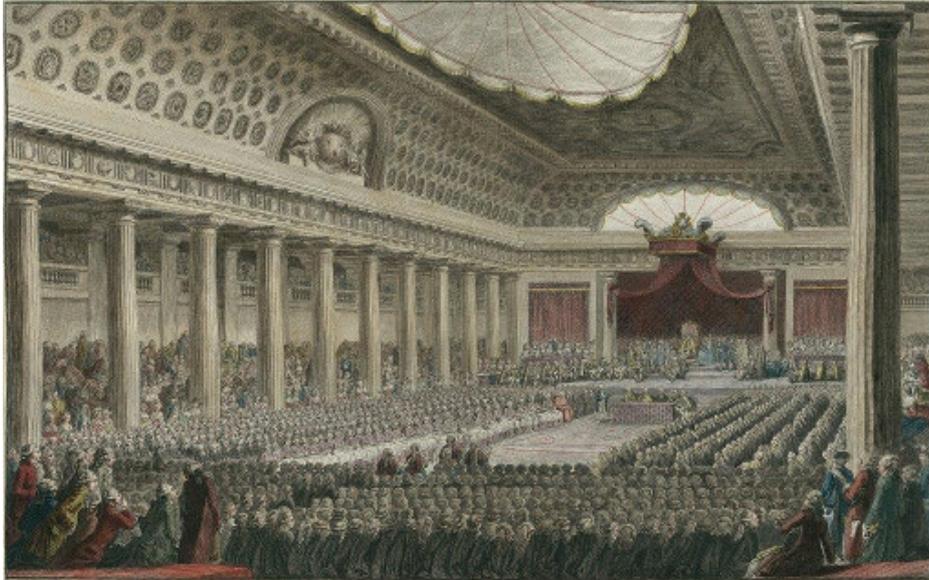
Dans l'éparpillement du "peuple de gauche", nous retenons cependant la persistance de quelques points forts unificateurs mis en évidence par l'enquête. Parmi des mots ou expressions repères de notre société, mêlant les aspects économiques et sociaux à d'autres considérations plus sociétales ou de politique générale, la justice sociale est la première valeur de référence (32%) et l'accroissement des inégalités le plus insupportable (36%). La reconnaissance de l'existence de classes sociales en France fait la quasi unanimité (94%), de même que l'idée de « faire payer les entreprises qui licencient en faisant des bénéfices » (93%). Une très forte majorité (86%) considère que « Nous vivons dans une démocratie où en réalité le pouvoir est aux mains d'un petit groupe de personnes ». Mais la question perfide associant sans discussion baisse des impôts et baisse des dépenses consacrées aux services publics, si elle laisse plus circonspect, trouve pourtant 61% de réponses favorables. La gauche, dans sa diversité, est aussi paradoxale !

" Enfin, dernier sondage traduisant un aspect inquiétant de l'évolution de notre société qui s'enfonce dans la crise, la note de synthèse à l'issue de la dernière enquête du CRÉDOC [5], en septembre 2014, titre : En 2014, le soutien à l'État-Providence vacille. Elle résume : « Historiquement et par rapport à de nombreux pays d'Europe, l'opinion publique française s'est toujours montrée plutôt compréhensive par rapport aux personnes vivant en situation de pauvreté. L'enquête "Conditions de vie et aspirations" du CREDOC, qui suit les inflexions du corps social chaque année depuis 35 ans, montre que depuis 2008, l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ou les bénéficiaires de minima sociaux. Nos concitoyens sont de plus en plus nombreux à craindre les effets déresponsabilisants des politiques sociales, à tel point que le soutien à l'État-Providence vacille. Cette situation est atypique car, habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis ». En effet, alors qu'une grande majorité des Français (71%) souhaitaient une meilleure redistribution des richesses en 2012, ils ne sont plus que 55% en 2014.

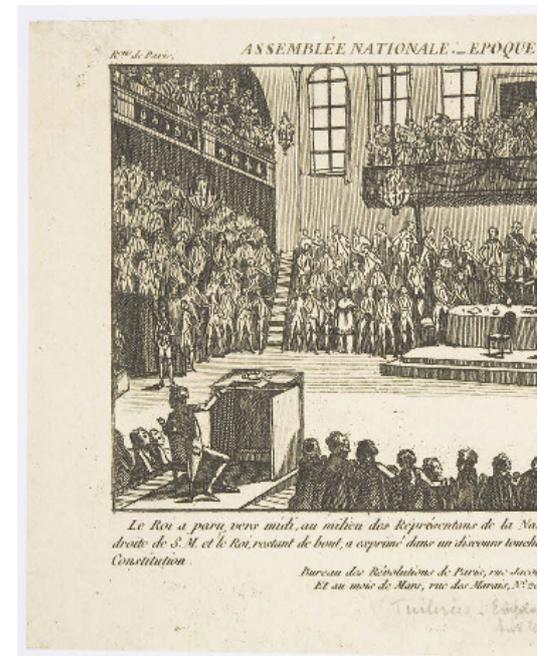
Comment s'en étonner ? À force d'affaiblir les services publics et de grignoter les mesures de redistribution sociale, on finit par convaincre les citoyens que l'État n'a plus les moyens de venir en aide aux plus faibles, par culpabiliser ces derniers et par rendre les autres plus individualistes. Faisant croire ainsi à tout le monde que l'État-providence n'existe plus et qu'il appartient à chacun d'aller de l'avant et de s'assurer contre les accidents de la vie ou de se laisser enfoncer dans la misère. Et la boucle est bouclée !

## Être à gauche dans l'histoire

Il est évidemment hautement symbolique que la gauche trouve son origine à la Révolution française<sup>6</sup>. L'Assemblée nationale ayant adopté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen le 26 août 1789, les députés discutent alors du "droit de veto" à accorder ou non au roi. On rapporte que les députés hostiles au veto royal (Robespierre...) se regroupèrent à gauche du président de séance et les partisans du veto (Mirabeau...) à sa droite. Cette pratique ne sera pourtant pas entérinée dans l'immédiat, puisqu'après la proclamation de la République, le 22 septembre 1792, les députés les plus proches des sans-culottes s'installent vers le haut des travées, ce sont les "Montagnards", près des tribunes où les révolutionnaires parisiens assistent aux débats de l'Assemblée. Les modérés occupent les travées du bas, formant la "Plaine" ou le "Marais".



L'Assemblée nationale réunie à Versailles, salle de l'hôtel des Menus plaisirs, jusqu'en septembre 1789



L'Assemblée nationale réunie salle du Manège, aux Tuileries, à Paris, à partir d'octobre 1789

En fait, même si la position dans l'hémicycle des assemblées élues est maintenant acquise depuis longtemps, "la gauche" ne s'est désignée ainsi qu'au cours de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, avec l'élection du président de la République au suffrage universel, qui a entraîné la dichotomie droite-gauche. On se disait "patriote" en 1789, "libéral" au début du 19<sup>ème</sup> siècle, "démocrate-socialiste" en 1848, du "parti républicain" dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et "dreyfusard" à la fin du siècle. Dans les années 1930, on est "antifasciste" et par ailleurs communiste,

socialiste, radical ou anarchiste. Puis on commence à parler "des gauches" et quand on veut rassembler on ne parle pas encore "d'union de la gauche" mais de "concentration républicaine" ou de "cartel des gauches".

Longtemps le mouvement ouvrier ne se reconnaît pas dans cette gauche qui s'inscrit dans le système politique "bourgeois". Ainsi l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire et le marxisme de Paul Lafargue (gendre de Marx) et de Jules Guesde restent-ils en dehors. « C'est Jaurès qui pousse à raccorder, sans les confondre, l'idéal socialiste et l'idéal républicain » [6]. Une démarche que reprendra Maurice Thorez au moment du Front Populaire. Dans la période 1927-1933, le PCF refusait l'alternative entre droite et gauche, mettant en avant celle entre capitalisme et communisme ou entre capital et travail. Plus tard, au moment de la guerre froide, pour les socialistes « le PCF n'est pas à gauche mais à l'Est » et pour le PCF « la SFIO [le parti socialiste de l'époque] n'est pas à gauche mais dans le parti américain ».

L'essai du philosophe Jean-Claude Michéa [7], que Benjamin [8] a analysé précédemment pour la GR, reprend l'histoire de la gauche, éclairant ainsi ses contradictions d'aujourd'hui. Il nous fait d'abord remarquer « que ni Marx, ni Engels (pas plus, d'ailleurs, que les autres grandes figures fondatrices du mouvement socialiste) n'ont jamais songé (...) à se définir comme des hommes de gauche ». Comme on l'a vu, les termes droite et gauche sont nés en 1789 et sont restés dans le jargon parlementaire jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. La droite désignait l'ensemble des partis représentant les intérêts de l'ancienne aristocratie terrienne et de la hiérarchie catholique, tandis que la gauche constituait le point de ralliement politique de la classe moyenne, depuis la grande bourgeoisie industrielle et libérale, jusqu'à la petite bourgeoisie républicaine et radicale, alors encore très marquée par la tradition jacobine. La gauche encouragera le progrès technique, se réclamant de l'idéal des Lumières, et oeuvrera à la mise en place du capitalisme, à partir de la première révolution industrielle (à la transition des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles). Il est utile de rappeler que cette gauche-là fut à l'origine des répressions les plus sanglantes du mouvement ouvrier au 19<sup>ème</sup> siècle, lors des journées de juin 1848 (Louis-Eugène Cavaignac), et contre la Commune de Paris au printemps 1871 (Adolphe Thiers). Le mouvement ouvrier socialiste devait ainsi maintenir sa contestation à la fois de la domination monarchiste et cléricale et de celle du capital de la jeune gauche libérale et républicaine (Benjamin Constant...). Une position que les syndicalistes révolutionnaires tiendront jusqu'à la guerre de 1914-18.

À la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, dans la France aux prises avec l'affaire Dreyfus et devant la menace d'un coup d'État de la droite monarchiste et cléricale, les organisations socialistes représentées au Parlement (à l'exception, donc, des syndicats révolutionnaires) allaient finalement accepter de négocier un compromis dit de "défense républicaine" avec leurs adversaires de la gauche parlementaire. C'est ce compromis, provisoire au départ, « qui constitue non seulement le véritable acte de naissance de la gauche moderne, mais également (...) l'un des points d'accélération majeurs de ce long processus historique qui allait peu à peu conduire à dissoudre la spécificité originelle du socialisme ouvrier et populaire dans (...) "le camp du progrès" ». Pour comprendre les contradictions et les conséquences à venir de ce rapprochement, il faut bien mesurer que Thiers, en écrasant la Commune de Paris, prétendait « rassurer les municipalités de gauche des grandes villes qui redoutaient une restauration monarchique ». Aux obsèques de Thiers, le 6 septembre 1877, la gauche parisienne défilait d'ailleurs en nombre (un million de personnes selon Jules Ferry) derrière Victor Hugo et Léon Gambetta. Émile Zola ne fut pas en reste en proclamant « une dernière fois son admiration inconditionnelle pour l'oeuvre de ce "chef avoué du centre-gauche", en qui il voyait l'un des "enfants de 1789" ». La nouvelle "gauche socialiste" jugera longtemps le capitalisme comme « un système fondamentalement conservateur et réactionnaire », vivant mal son intégration dans la gauche bourgeoise et républicaine (Georges Clemenceau...). On rappellera encore que Clemenceau ordonna la répression, faisant des victimes, de la manifestation ouvrière du 1<sup>er</sup> mai 1891 à Fourmies qui revendiquait pacifiquement la journée de huit heures. Il envoya également la troupe contre les mineurs en grève après la catastrophe de Courrières, en 1906. Depuis l'affaire Dreyfus, cette gauche a pu contribuer à de grandes avancées sociales, notamment lorsque le parti communiste lui apporte son soutien, que l'on songe aux conquêtes de 1936 et 1945. Sans oublier pourtant que Jules Moch, alors ministre de l'intérieur SFIO (l'ancien parti socialiste), réprimera violemment les grèves prétendues insurrectionnelles de 1947 et 1948. En se ralliant au libéralisme politique, économique et culturel depuis les années 1970-1980, elle se distingue maintenant parfois difficilement de la droite, libérale, républicaine et non plus monarchiste et cléricale. En fait, comme l'analyse le philosophe Alain Badiou [9], « Cette gauche reposait sur un consensus

fondamental (...) : il n'était pas question de bouleverser l'ordre existant, dont le capitalisme impérial était la clef. C'est la raison pour laquelle le Parti communiste ne s'est pas considéré comme interne à la gauche ».

## À la croisée des chemins

La diversité et les contradictions du peuple de gauche, que traduisent les sondages d'opinion, plongent assurément leurs racines dans l'histoire mouvementée de la gauche. Mais de quelle gauche s'agit-il aujourd'hui ? Nous verrons dans la seconde partie de cet article que le temps est venu de la clarification.

PS:

► [II. À la croisée des chemins](#) - GR 1161

---

[1] Jean-Luc Mélenchon, « La stratégie révolutionnaire du XXIe siècle », entretien réalisé par Julia Hamlaoui, l'Humanité, 13 octobre 2014.

[2] Frédéric Durand, Un peuple de gauche blessé mais pas du tout résigné, sondage IFOP, l'Humanité, 12 au 14 septembre 2014.

<http://www.humanite.fr/un-peuple-de-gauche-blesse-mais-pas-du-tout-resigne-551581>

[http://www.ifop.com/?option=com\\_publication&type=poll&id=2761](http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2761) [http://www.ifop.com/media/poll/2761-1-study\\_file.pdf](http://www.ifop.com/media/poll/2761-1-study_file.pdf)

[3] Francis Fukuyama, The end of history ? The National interest, été 1989.

[4] Matthieu Ecoiffier, Le peuple de gauche, une famille décomposée », dans Libération, 24 /10/ 2014.

[http://www.liberation.fr/politiques/2014/-10/26/le-peuple--de-gauche-une-famille-decomposee\\_1130110](http://www.liberation.fr/politiques/2014/-10/26/le-peuple--de-gauche-une-famille-decomposee_1130110)

<http://fr.scribd.com/doc/244486847/L-identite-de-la-gauche-en-2014-Viavoice-pour-Liberation-pdf>

[5] Régis Bigot, Emilie Daudey et Sandra Hoibian, En 2014, le soutien à l'État-Providence vacille, CRÉDOC (=Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), note de synthèse n°11, septembre 2014. [http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Note\\_de\\_synthese\\_N11\\_Pauvete.pdf](http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Note_de_synthese_N11_Pauvete.pdf)

[6] La gauche éternelle ?, Regards, été 2014, pp.54-55.

[7] Jean-Claude Michéa, Les mystères de la gauche - De l'idéal des lumières au triomphe du capitalisme absolu, éd. Flammarion, coll. Champs essais, 2014

[8] Benjamin, De gauche ou socialiste ?, GR 1142 (mai 2013). Analyse du livre de Jean-Claude Michéa, Les mystères de la gauche, Champs essais, éd. Flammarion, 2014 (édition originale 2013).

[9] Alain Badiou, Quel sens cela a-t-il d'être de gauche aujourd'hui ?, table ronde et entretiens réalisés par Anna Musso, dans l'Humanité des débats, 12 au 14 septembre 2014.